

Question d’actualité au Gouvernement du 11 juillet 2017
Situation de l’équipementier automobile creusois GM&S

Ma question s’adresse au Ministre de l’Économie, Monsieur Bruno le Maire.

Monsieur le Ministre,

Vous avez assuré publiquement, le 6 juillet dernier, qu’une solution n’était pas loin concernant le dossier de reprise de l’équipementier automobile creusois GM&S, actuellement en liquidation judiciaire avec poursuite de l’activité jusqu’au 19 juillet prochain.

Lors d’un communiqué en date du 21 mai, vous sembliez déjà confiant dans les propositions faites par les deux donneurs d’ordre, PSA et Renault, concernant l’augmentation du volume de commandes ; or, la confirmation précise et assurée de ces engagements se fait toujours attendre.

La disparition de cette société représenterait un choc économique et social dramatique pour La Souterraine, cité de 5.000 habitants, et affecterait fortement tout un bassin de vie, à cheval sur trois départements.

Je souhaite que votre optimisme enthousiaste se concrétise, afin d’en finir avec une histoire récente douloureuse, marquée par trois redressements judiciaires en moins de 8 ans et de nombreux engagements non tenus, d’où l’épuisement des salariés et des réactions virulentes, traduction de leur colère et de leur désespoir.

Cette stratégie de rapport de forces a permis de mettre à l’ordre du jour des discussions des points essentiels. À quel stade en sont ces discussions ? Aujourd’hui même, une rencontre, qualifiée par beaucoup de « réunion de la dernière chance », se tient à Bercy. Nous ne pourrons nous satisfaire d’une demi-solution génératrice, à moyen terme, de nouvelles exaspérations.

Je veux saluer la mobilisation de la Région Nouvelle-Aquitaine dans ce dossier très difficile (pour le soutien à toutes formes de diversification), mais également l’implication de l’État au cours de ces derniers mois (financement de l’activité partielle, C.I.C.E., non exigibilité de la dette sociale et fiscale). Ces efforts, accompagnés par les Élus et la population locale, ne sauraient rester vains ; la qualité du savoir-faire de cette entreprise étant reconnue de tout le secteur automobile.

Que fait l’État pour contribuer à un avenir crédible et pérenne pour ce site industriel ? Quelle sortie de crise attend ses 277 salariés, leurs familles et leur territoire ?